

Ceta : le « problème wallon » risque de durer

L'Europe a laissé jusqu'à aujourd'hui à la Belgique pour tenter de trouver une issue au « non » répété qu'oppose la Wallonie au Ceta, l'accord commercial qui doit lier le Canada aux Vingt-huit. Ce nouveau délai expire ce soir et la pression sur Charles Michel est au plus fort.

Dans la matinée, le Premier ministre va convoquer un Comité de concertation fé-

déral-entités fédérées pour tenter de s'extraire de ce nid de guêpes. Mais le ministre-président wallon, Paul Magnette (PS), ainsi que le parlement de Namur ne semblent pas prêts à changer de cap, comme ils l'ont encore dit dimanche. Ils veulent plus de temps.

En fin de journée, Donald Tusk, le président du Conseil européen, contactera donc Charles Michel pour lui poser LA

question : « *La Belgique est-elle prête à signer ce jeudi l'accord de libre-échange avec le Canada ?* » Avec la Wallonie, le Premier ministre devra très sûrement dire « non ».

Faudra-t-il alors repousser (ou annuler) la rencontre avec Justin Trudeau, chef du gouvernement canadien qui devait se rendre à Bruxelles jeudi pour signer l'accord ? Selon plusieurs sources, le scénario est plus que probable. ■

Avec la Wallonie, la Belgique devra dire « non » au Canada

CETA Charles Michel a jusqu'à ce soir pour dire si la Belgique peut signer d'ici à jeudi

- ▶ Le Premier ministre réunit ce matin le Comité de concertation pour régler le « problème intra-belge ».
- ▶ Il paraît acquis que la Wallonie ne donnera pas son accord.

Ça passe, ou ça casse ? C'est en bref la question que le président du Conseil européen (qui représente les 28 États membres) posera ce lundi en fin de journée à Charles Michel : « La Belgique est-elle prête, oui ou non, à signer ce jeudi l'accord de libre-échange Ceta avec le Canada, dont le Premier ministre est attendu jeudi pour un sommet annoncé de longue date. » Donald Tusk appellera ensuite Justin Trudeau, le Premier ministre canadien, pour lui communiquer, selon les cas, que l'Union européenne est prête à signer et qu'il est toujours attendu à Bruxelles. Ou pas. Ce qui semble la version la plus probable, vu que la Wallonie ne se voyait toujours pas en position dimanche d'accepter les dernières propositions qui lui ont été adressées le matin par la Commission européenne.

Que s'est-il passé depuis vendredi après-midi, lorsque la ministre canadienne du Commerce international Chrystia Freeland, qui avait sauté dans un avion jeudi soir pour venir parler directement avec Paul Magnette, en est ressortie en pleurs pour constater « l'échec » ? Sur le fond, pas grand-chose. Sinon ceci, et ce n'était pas

rien : afin d'éviter de rester sur cette image désastreuse d'un échec du Ceta arrosé des larmes de la ministre, le président du Parlement européen (PE) Martin Schulz, en concertation avec le président de la Commission Jean-Claude Juncker, a rattrapé M^{me} Freeland pour une réunion samedi aux aurores, suivie d'une rencontre avec Paul Magnette. Leurs conclusions ? Primo : le Canada reste disposé à signer... le 27 octobre un accord qu'il considère pour sa part comme bouclé et non négociable. Et secundo : « *Il reste des problèmes intra-européens à régler. Mais aucun d'eux ne constitue un obstacle infranchissable pour signer l'accord* », indiquait le président (socialiste) du PE.

Vendredi soir, Paul Magnette avait répété son souhait de voir les négociations aboutir. Et l'initiative de Martin Schulz a donc été très appréciée. Le ministre-président l'a souligné face aux caméras au terme de la réunion.

Dans un entretien publié dans *Le Soir* de samedi, le ministre-président wallon reconnaissait qu'il était plus facile de discuter avec le Canada qu'avec l'Europe. Il songeait évidemment à la Commission, son interlocutrice des derniers jours. A Namur, on a ainsi déploré que celle-ci ne prenne jamais l'initiative pour réunir l'Europe, le Canada, le gouvernement fédéral et les Régions pour tenter de trouver une solution. « *Au moins, Martin Schulz a pris les choses en main, c'est une leçon pour la Commission* », soulignait-on côté wallon.

Un problème intra-européen ? Dimanche déjà, le message s'était fort re-

centré : « *C'est aux Belges de se mettre d'accord entre eux* », indiquaient plusieurs sources UE. Car si la Commission a encore fait parvenir un nouveau texte à la Wallonie (on y reviendra plus loin), la pression exercée par Donald Tusk était maximale sur le gouvernement fédéral, qu'il considère comme

son seul interlocuteur belge valable.

Ce qui a mené Charles Michel à convoquer formellement un Comité de concertation fédéral-entités fédérées pour ce lundi matin : impossible à broser. Ce sera aussi la première réunion officielle où la Wallonie n'aura pas seulement face à elle le fédéral, favorable à la signature du Ceta, mais aussi les responsables de la Flandre, verts de rage face au blocage d'un traité jugé vital pour leur région.

Charles Michel et Didier Reynders vont, selon nos sources, y répercuter le message de « responsabilité », du risque de perte de crédibilité que la Wallonie fait encourir à la Belgique et à l'Europe, et enfin du danger de voir le Canada se détourner de l'Europe. « *Il ne faut pas sous-estimer la pression à laquelle fait face chez lui Justin Trudeau de céder sans fin aux demandes de renégociation en Europe* », nous explique-t-on. Il n'empêche, le scénario du maintien du blocage wallon, et en conséquence de l'annulation du sommet de jeudi avec le Canada, semble le plus probable.

Ce qui ferait évoluer la situation vers un scénario dont l'avocat côté européen ne serait autre, depuis quelque temps déjà, que Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux au Parlement euro-

péen. L'ex-Premier ministre, évidemment à 100 % favorable au Ceta, pense qu'il était clair depuis le début que le sommet devrait être reporté, et qu'il faut laisser un peu de temps à la Wal-

lonie, et notamment au PS, pour « atterrir ». Il a donc plaidé des deux côtés. Côté belge, pour que Charles Michel emmène le Ceta au Comité de concertation et y convienne avec la Région wallonne d'une échéance à décembre prochain. Et côté Commission, pour qu'on accepte de faire preuve d'un peu de patience. Dimanche après-midi, une source à la Commission confirmait au *Soir* cet état d'esprit : « La Commission ne fixe pas de deadline, ce n'est pas la méthode de Jean-Claude Juncker. Nous comprenons que

la Belgique a besoin d'un peu de temps. Même si nous espérons bien sûr une

prochaine résolution de l'affaire. » Et les Canadiens, sont-ils disposés à montrer encore un peu de patience ? « Ils sont prêts à signer dès que les Européens le seront », affirmait une source bien placée au Parlement européen.

Reste le fond. Dimanche matin, le cabinet de Paul Magnette a reçu un nouveau document interprétatif en provenance de la Commission, sur le dernier gros point litigieux : le tribunal de règlement des différends entre investisseurs et Etats. Evoqué par l'Agence France Presse qui en a eu connaissance, ce nouveau document indique que « la Belgique (et les Etats membres...) veillera(ont) à ce que (la réforme radicale de la résolution des litiges en matière d'investissement contenue dans le Ceta) soit poursuivie et devienne un modèle pour de futurs accords ». A Namur, où l'on plaide pour

une cour de vrais juges permanents, on s'est dit « déçu par ce nouveau texte qui est en deçà des versions précédentes ». ■

ÉRIC DEFFET
JUREK KUCZKIEWICZ

PS-CDH Di Rupo, Lutgen, Magnette et Prévot resserrent les boulons

Paul Magnette, ministre-président, prend et les fleurs et les pots en évoluant sur le front pendant que les présidents de partis opèrent en coulisses ? Affirmatif. Les uns et les autres se coordonnent-ils ? Rebelote. On confie qu'Elio Di Rupo, Benoît Lutgen, présidents du PS et du CDH, Paul Magnette et Maxime Prévot, chef du gouvernement et vice-Premier wallons, se sont rencontrés dans la plus grande discrétion vendredi matin à Namur, à l'Elysette. But ? Maintenir une stratégie commune alors que les négociations sur le Ceta tournaient au vinaigre et que de nouveaux développements étaient attendus pour le week-end.

C'est que PS et CDH « doivent à tout prix », estime-t-on dans la majorité, « afficher une unité sans faille » pour le coup, sous peine de voir l'aventure se solder par un échec retentissant, un désastre, quasi humiliant après tout le ramdam de part et d'autre. Benoît Lutgen com-

mente : « Il faut se rendre compte que c'est le travail parlementaire qui nous fait adopter cette position, un travail exemplaire, concret, dans les détails, qui nous donne des armes dans la négociation. C'est notre force, on ne va pas s'en laisser conter. »

En l'occurrence, rouges et orange sont convenus de « résister aux pressions » (Benoît Lutgen est lui aussi dans la cible) ainsi que d'un partage des rôles dans l'épreuve de force avec la Commission. Un partage des rôles qui n'empêche pas les tensions au passage.

« Il y a eu des tensions, c'est normal »

Tout le monde aura noté qu'Elio Di Rupo a poussé les feux samedi, alors que Paul Magnette, après sa rencontre avec Martin Schulz au parlement européen, avait semblé croire à une issue. S'exprimant dans l'après-midi à l'issue du dernier « Chantier des

idées » du PS, le même stigmatisait les « semeurs d'angoisse » qui prédisent « l'apocalypse » si

la Wallonie reste de fer (« Couillonades ! »), et continuait de réclamer « un report de deux mois » pour y voir clair dans les centaines de pages d'un traité qui, dans sa première version, s'apparentait, selon le socialiste, à un « credo libéral ».

Avant cela, vendredi, alors que la ministre canadienne du Commerce sanglotait sur les marches

de l'Elysette, le PS toujours avait décoché un communiqué catégorique, regrettant « que les négociations n'aient pu aboutir », expliquant qu'il fallait « rester fidèles à ses valeurs », obtenir « toutes les garanties nécessaires, par écrit, avec une valeur juridique contraignante ». Invité sur le plateau de RTL dimanche midi, Elio Di Rupo renchérisait, doutant qu'une solution satisfaisante puisse intervenir d'ici jeu-

di, et le sommet euro-canadien, exaltant au passage « le réveil wallon ».

Malgré tout, comment « atterrir » ? Une source confie dans la majorité : « Il y a eu des moments plus compliqués pour Paul, qui est en première ligne, sous pression maximum, qui doit discuter, négocier, il s'interroge à chaque étape, c'est normal, mais il fait face depuis le début de façon exemplaire, et on a recadré tout ça ensemble, tous d'accord, vendredi. » Paul Magnette et Elio Di Rupo « s'appellent quinze fois par jour », assure-t-on par ailleurs, ils ont « préparé ensemble l'entretien Martin Schultz samedi, ils font la même chose pour les rencontres de lundi ». On pense au comité de concertation fédéral-Régions, ce lundi après-midi, sous la présidence de Charles Michel, chef d'un gouvernement qui veut signer le Ceta. Ambiance ! ■

DAVID COPPI

ÉCOLO**Dupriez à Magnette :
« Ne cédon pas ! »**

Coprésident d'Ecolo, Patrick Dupriez appelle Paul Magnette à « ne pas céder ». Le vert précise : « *J'ai cru percevoir quelques hésitations... Non, ce n'est pas en deux ou trois jours que l'on va résoudre les problèmes soulevés ! Je pense à l'intégration dans le traité des exigences environnementales, encore aux tribunaux d'arbitrage, ou à la protection des services publics... Les Ecolo avaient été les premiers à se lever contre le Ceta tel qu'il était conçu, puis le travail parlementaire à Namur, depuis des mois, a fait le reste, et on ne doit pas reculer évidemment, mais obtenir des résultats, des changements fondamentaux, pour le bien de tous.* »

D.CI